

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT LOCAL
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral du 18 novembre 2019
portant transfert au profit de la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre
d'une carrière de sable sur le territoire de la commune de REBOURSIN**

**Le Préfet de l'Indre,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code minier ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté du ministre de l'environnement en date du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie et du développement durable en date du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières modifié par l'arrêté du ministre de l'économie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en date du 24 décembre 2009 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, en date du 31 juillet 2012, modifié, relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012345-20002 du 10 décembre 2012 autorisant la Société Ouvrière de Bâtiment et de Travaux Publics à exploiter une carrière de sable sur le territoire de la commune de Reboursin ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014328-0005 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société AXIROUTE de l'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;

Vu la demande en date du 21 mars 2019 complétée le 6 juin 2019 et le 20 septembre 2019 présentée par la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation accordée à la société AXIROUTE par l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2014 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 octobre 2019 ;

Vu le courrier du 23 octobre 2019 transmettant le projet d'arrêté préfectoral à la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre ;

Vu la réponse de l'exploitant sur ce projet par courriel en date du 8 novembre 2019 qui n'a formulé aucune observation sur ce projet ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de remise en état des terrains définies par l'arrêté d'autorisation susvisé du 10 décembre 2012 ne seront pas modifiées ;

Considérant que la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter la carrière et remettre en état les terrains exploités ;

Considérant que la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre s'est engagée à fournir le document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière dès l'obtention de l'autorisation ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture,

ARRETE :

Article 1^{er}. L'autorisation d'exploiter une carrière de sable accordée à la société AXIROUTE par l'arrêté préfectoral susvisé du 24 novembre 2014, est transférée au profit de la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre dont le siège social est sis Zone Industrielle de la Martinerie à DIORS (36130).

Article 2. Les conditions et mesures imposées au cédant demeurent inchangées.

Le cessionnaire se substitue d'office au cédant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploitation susvisée.

Article 3. L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 4. Garanties financières

Le tableau de l'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé du 10 décembre 2012 est remplacé par le tableau suivant :

<i>Périodes</i>	<i>S1 (ha) C1 = 15 555 €/ha*</i>	<i>S2 (ha) C2 = 34070 €/ha*</i>	<i>S3 (ha) C3 = 17 775 €/ha*</i>	<i>Total $\alpha = 1,19$</i>
<i>1 (2019-2024)</i>	0,680	0,251	0,069	24 223 €
<i>2 (2024-2029)</i>	0,670	0,260	0,078	24 593 €

3 (2029-2034)	0,670	0,260	0,078	24 593 €
4 (2034-2039)	0,680	0,256	0,054	24 108 €
5 (2039-2042)	0,490	0,280	0,039	21 247 €

* coûts unitaires : références arrêté ministériel du 24 décembre 2009 - Indice TP01 = 616,5

Actualisation : $\alpha = 728,60$ (indice juin 2019) = $111,5 \times 6,5345$

Les montants indiqués incluent la TVA (20%).

$\alpha = 1,19$

Article 5. Constitution des garanties financières

L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières. Une copie est transmise à l'inspection des installations classées.

Article 6. Date d'effet du présent arrêté

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à la date de réception par le préfet du document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière.

Article 7. Dispositions diverses

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement toute modification que le fonctionnement de l'exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques et ce sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Article 8. Conformément aux articles R. 181-50 et R. 181-51 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

- par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date où le présent arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage en mairie du présent arrêté.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Téléréours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans ce même délai de deux mois, la décision peut également faire l'objet :

- d'un recours gracieux, adressé à : M. le Préfet de l'Indre – Direction du Développement Local et de l'Environnement – Bureau de l'Environnement – Place de la Victoire et des Alliés – CS 80583 – 36019 CHATEAUROUX CEDEX
- d'un recours hiérarchique, adressé à M. Le Ministre de la Transition Écologique et Solidaire - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.

Article 9. Le présent arrêté sera notifié à la Société d'Exploitation de Travaux et d'Enrobage du Centre et publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie en sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de REBOURSIN ;
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;
- Madame le Sous-Préfet d'ISSOUDUN et de LA CHATRE.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de REBOURSIN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de REBOURSIN.

Un avis sera inséré, par les soins de Monsieur le Préfet de l'Indre et aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le Département de l'Indre.

Article 10. La Secrétaire Générale de la préfecture de l'Indre, le Maire de la commune de REBOURSIN, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet
et par délégation

La Secrétaire générale



Lucile JOSSE